

Contribution GPC2E : Obligation précarité de 4° période

Analyse du rythme de délivrance

Selon la lettre d'information d'août 2016, 14 TWh cumac de CEE précarité avaient été délivrés du 1er janvier 2016 au 31 juillet 2016, et 10,9 TWh cumac étaient en cours d'instruction au PNCEE.

Selon la lettre d'information d'octobre 2016, 23,3 TWh cumac de CEE précarité avaient été délivrés du 1er janvier 2016 au 30 septembre 2016, et 24,4 TWh cumac étaient en cours d'instruction au PNCEE.

Au total, 22,8 TWh cumac ont été déposés ou délivrés en 2 mois, du 1er août au 30 septembre, correspondant à un rythme mensuel à 11,4 TWh cumac.

Sur les 36 mois de la 4° période, à ce dernier rythme de dépôt et de délivrance connu, 410,4 TWh cumac (36 x 11,4) seraient donc produits.

Ces chiffres communiqués par la DGEC semblent confirmer que l'obligation de 400 TWh cumac de CEE précarité énergétique en 4° période est ambitieuse mais atteignable, surtout si on considère une nouvelle accélération prévisible du rythme des dossiers déposés liée à l'effet d'apprentissage des acteurs à ce dispositif récent.

La suite de cette contribution donnera quelques pistes pour s'assurer de la réalisation de cette obligation.

CEE programme

Une partie des programmes précarité énergétique accompagnant les ménages en situation de précarité énergétique permettent de détecter des travaux souvent éligibles aux CEE avec un faible reste à payer. Ces programmes favorisent donc la production de CEE travaux précarité.

Or, les 12 programmes de CEE précarité sélectionnés suite à l'appel à projet l'ont été relativement tard dans la 3° période.

Pour la 4° période, il pourrait être opportun de sélectionner les programmes dès le 2° semestre 2017, afin que les potentiels CEE travaux en découlant soient validés en 4° période.

Bonification pour chaudières individuelles

Il a été évoqué l'idée durant la réunion de lancement de la concertation de faciliter l'installation de chaudières haute performance énergétique pour les ménages modestes et très modestes.

Nous proposons que des bonifications soient fixées pour cette fiche pour les ménages modestes et très modestes.